

# SE DÉFENDRE C'EST REVENDIQUER

Le danger  
se précise...



René Plevén nous le déclare : Si les prix ont subi une hausse de 23 % au détail, c'est que les travailleurs l'ont voulu ! Ils ont eu le tort de demander et d'obtenir 12 % d'augmentation sur les salaires...

René Mayer, en revanche, en qualité de ministre des Finances, met en cause la hausse mondiale des matières premières déclenchée par la guerre de Corée et le réarmement mondial !

René Mayer et René Plevén, cependant, n'ont pas manqué de se mettre d'accord : l'aide américaine à la « France », promise l'hiver dernier, s'est limitée à 25 % du total prévu. D'où, selon ces messieurs, la cause de tous les maux, les « difficultés » du réarmement français, l'aggravation obligatoire du sort des travailleurs.

Président du Conseil et ministre des Finances, toutefois, ont découvert un procédé qui permettra d'attendre que se manifeste plus largement la générosité des dirigeants américains : LA POLITIQUE D'AUSTERITE. De quoi s'agit-il ?

On a peu de peine à le deviner. Ces messieurs invoquent le « lachage américain pour se décharger de leurs responsabilités, il reste bien entendu pour eux qu'il faut couper ce qui coûte de maintenir. Or, donner confiance aux Américains exige le rétablissement d'un certain équilibre intérieur ». Comme on ne prête qu'aux riches, Mayer et Plevén veulent s'employer à replâtrer une façade. Les travailleurs seront férolement dépouillés, toutes les œuvres vives du pays seront paralysées, tout progrès social irrémédiablement arrêté. Grâce à cette austérité, la « France » dans un « effort surhumain » (pour employer le langage cher au diplomate) aura reconquis son rang dans le monde, retrouvé par sa docilité au réarmement la confiance des Occidentaux, achevé de se ruiner en profondeur par l'écrasement de ses classes laborieuses : elle sera prête à « vaincre ou mourir » glorieusement sur un quelconque champ de bataille, sous les applaudissements des speakers de Radio-Washington. Plevén et Mayer auront fait leur devoir. Ils auront mérité le repos que voudra bien leur fournir le gouvernement occidental qui les hébergera.

Toutes les dispositions sont donc prises pour écraser la classe laborieuse de ce pays. Il faut boucler le budget ? Augmentons les prix ! Taxons sérieusement l'essence ! Imposons davantage le tabac ! Aux salariés la charge de produire « l'aisance de trésorerie » dont a besoin le gouvernement pour vivre !

Plevén et Mayer entendent bien s'adresser uniquement à ceux qui sont déjà les plus défavorisés : huit millions et demi d'éternelles victimes, produisant l'ensemble de la subsistance qu'absorbe le pays, doivent encore être écrasées davantage. Car il est une clientèle électorale autrement sévère, celle des privilégiés, soutien de toutes les combinaisons.

(Suite page 4, col. 3.)

## LE GLAS DU COLONIALISME

### Hallali de l'Union Française

ES « Tartarinades du Général Guillaume », analysées par Idr Amazit dans le « Libertaire » du 26 octobre, auront retenu l'attention de nos lecteurs.

Que la provocation systématique à l'égard de la population marocaine, pratiquée par le général Tartarin, ait pu réussir à susciter une explosion violente d'indignation, l'article du camarade Idr Amazit le préfigurait.

Or, d'autres provocations sont tramées, d'autres offensives anti-impérialistes se préparent : il nous était donc un devoir d'ouvrir une fois de plus nos colonnes à une information approfondie sur les événements en cours, rédigée spécialement pour le « Libertaire » par un observateur aussi averti qu'Idr Amazit.

TOUT le monde sait que les colonisateurs français et anglais, concurrents déloyaux dans la course à l'esclavage, se détestent « cordialement ». C'est ainsi que lorsque le Majlis de Téhéran vota la nationalisation des pétroles expropriant l'A.I.O.C., les meilleurs colonisateurs français se frottèrent les mains. Quelle cinglante humiliation venait d'être infligée à l'orgueil britannique ! Le plus humble financier du Royaume-Uni a profondément ressenti le rugissement du lion de Sa Majesté à qui un vieillard de 70 ans, le Dr Mossadegh, venait de torcire la queue ! Quelle halleine revanche sur la « périle Albion » dont le dernier coup de pied en vache a coûté à la France la Syrie et le Liban jusque-là « prétextées par son « génie latin », colonialistes et « civilisateur ». On se souvient que les derniers bataillons du général Catroux furent proprement consignés dans leurs casernes par le général Spears, qui menaçait de faire donner sa R.A.F. et ses blindés contre eux, au cas où ils s'emploieraient contre les foules de Damas et de Beyrouth qui proclamaient l'indépendance de leurs pays contre le gré d'une autorité française ainsi garrottée. La turbulence iranienne a rapidement pris une extension d'une fulgurance que les stratèges en

impérialisme les plus avertis n'avaient pas prévue.

Après l'Iran, l'Egypte, l'Irak, demain la Transjordanie. Dans une « heureuse » prophétie lord Strabolgi (travailliste) déclara l'extension de la révolte arabe à l'Union Française. Le mouvement de révolte va s'étendre à toute l'Afrique du Nord Musulmane et à l'Algérie. Oubidaté Française : les Français en sauront quelque chose ». En vérité les colonisateurs français le savent, et déjà ils mouillent leurs pantalons.

#### MARCHANDAGE FRANCO-ANGLO-AMÉRICAIN

Revenant sur leur attitude première au début du conflit Anglo-Iranien, les Français offrent aujourd'hui leur soutien sans réserve à la nation « souriennante » en impérialisme dans ses démêlés avec les pays arabes du Moyen-Orient.

Que l'on ne s'y trompe point, ce soutien est bien loin d'être apporté de bon cœur. Ce n'est qu'une hypothèque morale, un prêt, que le ministre « étranger » aux Affaires Françaises Schuman, aura grand besoin de récupérer lors du débat à P.O.N.U. sur la question marocaine, dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée par les sept nations qui

(Suite page 2, col. 3.)



Aux quatre coins du monde  
le colonialisme civilisateur est battu en brèche !

## GRAND GALA ANNUEL du "LIBERTAIRE"

au profit des œuvres de Solidarité

VENDREDI 16 NOVEMBRE 1951, à 20 h. 30, Palais de la Mutualité

5, Rue Saint-Victor (Métro : MAUBERT-MUTUALITÉ)

présenté par le chansonnier

L'Ensemble KAP'S  
Fantaisistes à l'harmonica

La formidable équipe du CAFE DE L'ECLUSE  
présentée par

LÉO NOËL

avec

Lucien CENARG

Les virtuoses accordéonistes internationaux  
MINOU et BOB

Brigitte SABOURAUD - Claude CASTAING - MARC et ANDRÉ - Agnès CAPRI

Claude ALIX  
du Caveau de la République

Charles d'AVRAY  
le Grand Poète Libertaire

R. BUSSIÈRES  
la sympathique vedette de l'écran

Léo CAMPION  
du Caveau de la République et de la Radio

Yves DENIAUD  
la grande vedette du Théâtre et de la Radio

Jane GARDON  
chanteuse réaliste de Radio-Luxembourg

Jacques GRELLO  
du Caveau de la République

Charo MORALES  
la grande danseuse classique espagnole

MOULOUDJI

Les PINSONS  
des Trois Baudets

Jean RIGAUX  
de la Lune Rousse

au piano : Odette VARGUES

Comme chaque année, la salle sera trop petite... Retirez vos places, 145, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>, et auprès des vendeurs de journaux.  
La levée du rideau se fera à 20 h. 45 très précises. Ne manquez pas les premières entrées de nos plus grandes vedettes parisiennes.

Une permanence assurera la vente des billets, de 10 à 12 h. et de 15 à 18 h., au 145, quai de Valmy, le dimanche 11 novembre.

12 NOVEMBRE

Tous nos lecteurs,  
nos sympathisants,  
nos amis,

avec les

Forces Libres de la Paix

viendront s'affirmer  
contre TRUMAN  
contre STALINE  
POUR LA PAIX  
DES PEUPLES

imposée par les travailleurs

Au Palais de LA MUTUALITÉ

veloppement des épidémies qui s'y propagent.

Crise du travail : armée de chômeurs plus vaste de jour en jour, venir bouclé dans tous les domaines, incertitude du lendemain dans toutes les branches.

(Si ce chômage a d'autres causes, dont j'ai souligné l'existence dans mon article sur le capitalisme (1), il n'en reste pas moins vrai que dans le système actuel l'accroissement des naissances est une raison de plus de misère et un danger de guerre de plus).

Tel est en bref la situation ; la réduire au seul problème économique se rait la minimiser étrangement.

M. LAISANT.

(Suite page 4, col. 1.)

Michel MALLA.

## La SURPOPULATION et la PAIX

TROP souvent oublié dans l'énumération des causes de guerre, le problème démographique mériterait cependant d'y figurer en place d'honneur.

A l'heure où la folie des gouvernements pousse à une vertigineuse surpopulation, à l'heure où le peuple postule trop souvent aux primes d'abattoir, une pareille question mérite d'être envisagée.

Nous nous souvenons que de 1920 à 1935, l'Europe avait triplé d'habitants.

Depuis, la dernière guerre mondiale et celles qui l'ont suivie en Indochine, en Inde, en Corée et ailleurs n'ont causé qu'une faible saignée au trop-plein de la surpopulation terrestre, le secours de la famine et des épidémies n'ont été que d'un faible secours aux massacres perpétrés par les hommes. La population continue à s'accroître.

La preuve nous en est fournie chaque jour :

Crise du logement, impossibilité pour les jeunes de se faire un foyer, impossibilité pour les familles nombreuses (encouragées par les gouvernements) de se loger selon les normes de l'hygiène la plus élémentaire.

Crise de l'instruction ; écoles insuffisantes (tant par le nombre que par l'aménagement). D'où classes trop chargées, défavorables à l'instruction que les enfants ont à recevoir, et favorables au développement des épidémies qui s'y propagent.

Les trois quarts de la somme demandée il y a trois semaines pour faire face aux augmentations diverses dont était frappé notre journal sont recueillis. Le « Lib » continuera.

Mais si une grande partie de nos camarades ont répondu à l'appel lancé, beaucoup ont voulu faire mieux et plus, ayant compris que la souscription est insuffisante si notre vente ne s'élevait pas. Ce sont nos camarades de Cusset qui ont vendu 150 « Lib » à la sortie d'une conférence. Ce sont nos camarades de Toulouse qui augmentent la vente à la criée ; de Narbonne qui nous demandent un envoi supplémentaire chaque semaine. Ce sont les groupes Bernier de Paris-19, et Sacco-Vanzetti, du 5<sup>e</sup>, qui s'enrichissent de plusieurs vendeurs. D'autres, du groupe de Carcassonne, de Lézignan proposent aux abonnés de leurs régions d'avancer le montant du renouvellement de leur abonnement afin de les faire profiter du délai accordé à l'ancien tarif jusqu'au 15 novembre, délai que nous reconnons, devant cette initiative, au 31.

C'est chaque groupe qui doit augmenter sa vente, entreprendre une campagne d'abonnements, organiser des abonnements collectifs auxquels nous accorderons des tarifs spéciaux. Et dans deux mois nous devrions avoir augmenté notre tirage pour assurer définitivement la vie de notre vieux « Lib », et pouvoir ainsi envisager sa parution quotidienne tant attendue par tous. Alors nous aurons répondu par notre victoire à l'agression dont est victime la petite presse d'opinion à qui l'on vient encore, cette semaine, d'asseoir un coup, en augmentant à nouveau le papier, les messageries et l'imprimerie !

Camarades, tous et tout pour notre « Lib ». Nous vaincrons.

Le secrétaire de gestion :

René LUSTRE.

LECTEURS : L'ancien tarif d'abonnement : 750 francs pour un an, 375 francs pour 6 mois, est maintenu jusqu'au 30 novembre, date à laquelle le prix sera élevé à 1.000 francs pour un an et 500 francs pour 6 mois.

Profitez de ce délai pour prendre un abonnement ou le renouveler.

L'abonnement vous assure votre « Lib » chaque semaine en même temps que la vie du journal.



# CULTURE ET RÉVOLUTION

PROBLÈMES ESSENTIELS.

## Liberté et discipline

**P**OUR nous anarchistes, il n'est pas de socialisme vrai s'il ne tient compte des aspirations de l'homme à la dignité, à la liberté, à la auto-administration.

Mais entendons-nous bien. Ce que nous appelons liberté, ce n'est ni le libre arbitre absolu des métaphysiciens, ni une illusion couvrant un déterminisme étroit. Pour nous, il s'agit de la liberté concrète, vivante, celle qui se conquiert et qui se perd, dont l'absence provoque la souffrance, dont la présence élargit le sens de la vie. Si on veut lui donner une explication qui tienne compte des données scientifiques, nous pouvons dire avec Paul Gille (1) que cette liberté, c'est l'autonomie naturelle des foyers d'énergie, manifestée par le développement de la conscience.

Cette liberté n'est donc pas non plus le bon plaisir, l'arbitraire, l'égocentrisme, l'individualisme absolu et elle ne signifie pas que les besoins de l'homme se rapportent strictement tous à une satisfaction purement personnelle.

Nous affirmons, au contraire, que c'est un sophisme, un jeu de mots que de ramener tout au plaisir individuel. La vie est aussi rayonnement et se dépenser, se donner est aussi un besoin. Solidarité et Entraide ont d'autres fondements que le plaisir que peut en tirer chacun.

Il est donc clair que notre conception de la liberté n'existe qu'en fonction de l'ensemble social dans lequel se manifestent les volontés individuelles, « l'autonomie des foyers d'énergie ».

Liberté impérative donc, perpétuelle conquête, incessante approximation, mais combien plus séduisante que le libre arbitre donné par une puissance surnaturelle ou que la liberté finalement insipide (et, au fond, impensable) de faire n'importe quoi.

Pratiquement, l'homme qui éprouve cette aspiration à l'autonomie, à la conscience plus haute, l'homme qui a le sens de sa dignité, le militant anarchiste sont naturellement liés à de nombreux groupes sociaux. Les uns lui sont imposés. D'autres sont choisis par lui. Et à l'intérieur de ces derniers, des règles s'élaborent, d'un commun accord, pour que le groupe vive, pour qu'il mène à bien les tâches qu'il se propose.

La discipline libre, c'est-à-dire reconstruite nécessaire, créée et respectée strictement par les membres d'un groupe, n'a donc de commun que le nom, et parfois l'aspect extérieur, avec la contrainte, la discipline autoritaire, imposée.

Nul n'est contraint de s'y priver car il peut sortir du groupe ou y jamais entrer. Mais appartenir au groupe, y adhérer, c'est s'engager à respecter les règles. Et cela, vrai dans les collectivités, s'élaborant, d'un commun accord, pour que le groupe vive, pour qu'il mène à bien les tâches qu'il se propose.

Nul n'est contraint de s'y priver car il peut sortir du groupe ou y jamais entrer. Mais appartenir au groupe, y adhérer, c'est s'engager à respecter les règles. Et cela, vrai dans les collectivités, s'élaborant, d'un commun accord, pour que le groupe vive, pour qu'il mène à bien les tâches qu'il se propose.

En définitive, ce qui distingue nettement, dans leur essence, la discipline autoritaire et la cohésion, la libre discipline des anarchistes, c'est la possibilité de se tenir à l'écoute ou de partir. C'est le droit de sécession. Déjà, cela dressait les bakanistes, les jurassiens (2) contre Marx dans la Première Internationale.

Et, aujourd'hui, notre F.A. fonde sa force sur la libre adhésion de ses membres à des règles élaborées en commun et sans lesquelles son combat pour la liberté ne serait plus qu'une vaine affirmation, une déclamation sans écho.

FONTENIS.

(1) « Le Problème de la Liberté », 1930.

(2) Congrès de St-Imier.

Billet  
surréaliste

## Du PAIN et des JEUX

par  
GUY  
DOUMAYROU

Je suis né sur cette terre ; je réclame l'admission à tous les travaux qui s'y exercent, la garantie de jour de fruit de mon labour ; je réclame l'avance des instruments nécessaires à exercer ce travail, et de la subsistance en compensation du droit de vol que m'a donné la simple nature (1). (Charles Fourier, « Association Domestique et Agricole » 1822). Ainsi se trouve parfaitement schématisée la solution économique, mais elle est loin d'épuiser le problème :

...

Le but étant de conduire d'abord au luxe (2)... il faut que l'éducation entraîne au travail productif ; elle ne peut y réussir qu'en faisant disparaître une tâche bien honteuse pour la Civilisation, et qu'on ne trouve pas chez les Sauvages : c'est la grossièreté et la rudesse des classes inférieures, la duplicité de langage et de manières. Ce vice peut être nécessaire parmi nous, où le peuple accablé de privations sentirait trop vivement sa misère s'il était poli et cultivé ; mais dans l'état sociéttaire où le peuple jouira d'un minimum supérieur au sort de nos bons bourgeois, il ne sera pas nécessaire de l'abrévir pour le façonneur à des souffrances qui n'existeront plus. (Charles Fourier, même ouvrage).

Voici donc levée toute ambiguïté. En société libertaire, le travail productif même exigera le raffinement des moeurs et de la pensée. Que sera donc ce travail ? D'abord nous savons que, bien compris et bien réparti, il pourrait être d'ores et déjà réduit à un très court temps de service quotidien pour chaque individu. L'autonomie machiniste, créant en régime capitaliste les fléaux du chômage et de la surproduction, ne doit en réalité qu'offrir à chaque homme, en plus d'

droit au travail, le droit à la paresse. De plus, ce travail, libéré de l'exploitation patronale et des conditions imposées par un productivisme à courte-vue, réduit le plus souvent à la simple surveillance des machines dont l'ouvrier, homme cultivé, connaîtra, à l'instar de l'antique artisan, aussi parfaitement la vie intime que le maniement pratique — ce travail, rendu activité normale comme le boire et le manger, sera non seulement une nécessité sociale, mais également individuelle. En d'autres termes le travail ne sera plus ce perpétuel asservissement que justifie la religion en tant que « châtiment divin ».

Dans cette perspective, certaines activités considérées encore aujourd'hui par la plupart comme irrémédiablement réservées à une minorité vont trouver une forme nouvelle. Je veux parler de la recherche scientifique et de la création artistique. Le luxe dont parle Fourier doit être dans le domaine de l'esprit comme dans la pratique, accessible à tous. C'est ce dont devait rendre compte, cent ans après l'auteur de l'*« Association Domestique et Agricole »*, l'interrogation posée par les surrealistes : « Le surrealisme est-il le communisme du génie ? »

A supposer que, sous régime hiérarchique, Newton « s'il avait été marin ou

monopolisé par quelques spécialistes rarement désintéressés.

Il ne faut pas que, durant la période de réorganisation politique et économique qui requiert une activité intense de la part de tous, l'on néglige un seul instant la tâche délicate de rétablir dans tous ses droits la conscience individuelle. L'exemple de Barcelone (1936) nous a prouvé que rien n'empêche, en période révolutionnaire, le développement des écoles et des universités populaires. Encore faut-il que l'enseignement prodigie le soin pas au hasard : nous savons trop bien que la fausse connaissance est pire que l'ignorance et nous croirions volontiers qu'une conscience plus claire des besoins profonds de l'homme, considéré comme un tout vivant, dont les principes matériels et spirituels ne cessent de réagir les uns sur les autres, aurait évité la fatal erreur de jugement.

C'est pourquoi nous pensons que toute propagande révolutionnaire est inefficace si elle se limite au domaine social et économique : la revendication humaine doit s'étendre bien au-delà du pain et du vin quotidiens — comme après tout s'exprime si naïvement, dans une romance de la Commune, le désir, hors de tous les temps, des hommes :

« Les filles auront la folie en tête... »

Notons que si le capitalisme peut dans une certaine mesure considérer sa morale comme éternelle, en se référant à la morale antique à celle de la féodalité, c'est qu'il a en commun avec ces deux systèmes, le principe fondamental de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seule la société à venir pourra se dégager de cette morale « universelle », qui considère qu'il y aura toujours des riches et des pauvres, et que ces derniers doivent être nombreux, afin que les riches soient prospères. Un pays est d'autant plus prospère écrivait carrement Destutt de Tracy, que l'on y trouve plus ce qui est bien ou mal.

par A. VEXLIARD

Notre siècle, écrit un autre auteur américain, est un siècle sans normes (règles de conduite), il n'y a plus de foi commune, plus de principes généraux et fondamentaux de discipline morale et intellectuelle valable pour tous» (3).

On peut citer ainsi des dizaines de textes exprimant le regret de ne plus trouver de certitude, de foi commune, une morale universelle, c'est-à-dire une morale qui aurait été acceptée « volontairement » par la masse des exploités au profit d'une minorité.

On tentera de démontrer ici quelques mécanismes de ces justifications de crimes indispensables à la survie, — combien précaire, — du capitalisme en putréfaction très avancée.

Les penseurs et moralistes du monde bourgeois ne peuvent plus dissimuler ce fait que la « civilisation » capitaliste est entrée dans une impasse. Que faire, au moment où les exploités ont cessé de croire au caractère inéfuctable et « naturel » de leur condition ?

Un des philosophes les plus écoutés de notre temps, Karl Jaspers, commença ainsi, son ouvrage fondamental : « Ce que fait le tourbillon de l'existence moderne est à vrai dire, insaisissable. Nous poursuivons notre existence au milieu d'un océan, dont nous ne voyons pas de rivage, car toute rue d'ensemble est impossible. Nous ne voyons que ce que le tourbillon amène à la surface, lorsque nous sommes nous-mêmes soulevés par lui » (1). Il est difficile de mieux exprimer le désarroi confus d'un homme représentatif, qui donne le ton aux penseurs « occidentaux » : la réalité de ce monde le dépasse.

Ce même désarroi se fait jour chez les moralistes américains : « Nous devons enseigner les valeurs, écrit F.S.C. Northrop, mais quelles valeurs ? La faiblesse de notre éducation résulte de notre indécision concernant les valeurs » (2). On sait que dans la morale contemporaine, le fond de l'histoire demeure le même. Or, la morale d'une société (l'une des formes de la prise de conscience sociale), réunit un ensemble de principes et de règles de conduite qui caractérisent les hommes d'une classe déterminée.

La morale d'une société en décomposition (ici la société bourgeoise), dénote son désarroi devant un avenir sans lendemain. Elle tend aussi à désorganiser les forces sociales qui lui sont contraires. La morale de la bourgeoisie contemporaine cherche à justifier et même à sanctifier les crimes de l'exploitation à l'intérieur et à l'extérieur.

On peut citer ainsi des dizaines de textes exprimant le regret de ne plus trouver de certitude, de foi commune, une morale universelle, c'est-à-dire une morale qui aurait été acceptée « volontairement » par la masse des exploités au profit d'une minorité.

C'est que le capitalisme ne peut plus retrouver cette « assurance », cette « quiétude », cet « équilibre » et la « stabilité », qui furent jadis ses titres de gloire.

Afin de protéger néanmoins un système social en décomposition, les moralistes ont cherché à isoler la morale des autres aspects de la vie culturelle et sociale. On « démontre » que les jugements moraux (ou normatifs), sont radicalement distincts des jugements scientifiques (ou indicatifs) (H. Poincaré, B. Russel et tant d'autres). On sépare la morale de la science, parce que de toute évidence, la marche foudroyante des progrès scientifiques démolit les bases de la société fondée sur le principe de la production pour le profit ». Car la science a mis en place un potentiel de production qui ne permet plus la réalisation du profit (ou de l'équilibre des comptes) sans entretenir une guerre permanente,

Notons que si le capitalisme peut dans une certaine mesure considérer sa morale comme éternelle, en se référant à la morale antique à celle de la féodalité, c'est qu'il a en commun avec ces deux systèmes, le principe fondamental de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seule la société à venir pourra se dégager de cette morale « universelle », qui considère qu'il y aura toujours des riches et des pauvres, et que ces derniers doivent être nombreux, afin que les riches soient prospères. Un pays est d'autant plus prospère écrivait carrement Destutt de Tracy, que l'on y trouve plus ce qui est bien ou mal.

Nos moralistes séparent aussi soigneusement la morale, de l'économie et de la politique. Car si la morale est sensée être valable pour tout le monde, la politique et l'économie sont l'apanage de quelques privilégiés, qui de ce fait ne sont pas soumis aux normes « universelles » de la morale.

Ainsi, l'on trouvera dans tout manuel d'économie politique, un couplet affirmant qu'au point de vue économique, la production du blé, des apéritifs, de l'opium ou des armes, peuvent être mises au même rang, pourvu qu'elles rapportent de l'argent. C'est un moyen élégant de contourner le problème social posé par l'économie, c'est-à-dire son problème moral : comment procurer aux hommes plus de bien-être ?

Quant à la politique capitaliste, elle s'écarte aujourd'hui des règles les plus élémentaires de l'honnêteté et de la morale. Le politicien est prêt à promettre n'importe quoi à l'électeur, pour être élu. Mais il sait fort bien qu'il ne peut tenir ses promesses. Par exemple, il promettra de valoriser le pouvoir d'achat des salaires, tout en jurant qu'il ferait le nécessaire pour « assainir » les marchés, c'est-à-dire, pour maintenir des prix élevés.

Le politicien répandra en outre une atmosphère de terreur afin de maintenir un moral favorable à la production de guerre, qui raréfie les produits de consommation courante, permet d'exercer une semi-dictature sur les travailleurs et de maintenir des prix élevés.

Le moraliste justifie la divergence entre la morale et la politique en ces termes : « Une analyse réaliste des problèmes de la société humaine, décale un conflit permanent, et probablement irréconciliable entre les exigences de la société et les impératifs d'une conscience sensible » (4). « La politique est la politique », ajoute Nebuhr, « et ne saurait être autre chose que ce qu'elle est ». D'après Morgenbauth (5), la politique de force actuelle, tire ses racines de « la soif de puissance propre à tous les hommes ». « Le courage moral, écrit le même auteur, consiste à savoir, et à éprouver un sentiment de désespoir, en voyant que l'acte politique est un mal inévitable, mais agir quand même (c'est-à-dire, faire une politique malpropre). L'apologiste assimile courage et lâcheté.

Ces Messieurs ignorent délibérément les exigences véritables de l'évolution sociale, qui se concrétisent dans la lutte quotidienne que des millions d'hommes mènent contre un ordre social pourri. Ils ignorent que la lutte pour une société meilleure est en même temps un combat pour la rénovation morale de l'homme.

(1) Dr. Karl Jaspers. *Die geistige Situation der Zeit*. (La situation spirituelle de l'époque). Berlin, 1931 (2<sup>e</sup> éd.). On vient de traduire en français les ouvrages récents de Jaspers.

(2) F.C.S. Northrop. *The Meaning of East and West*. N.Y. 1947. p. 481.

(3) R. Livingston. *Education for a World*. Ann Arbor, Cambridge U.S.A. 1944. p. 11 et 29.

(4) R. Niebuhr. *Moral Man and Immoral Society*. N.Y. 1932. p. 257.

(5) H. Morgenbauth. *Scientific Man vs Power Politics*. Chicago 1945. p. 173.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses mandatation.)

### CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.) — S. PARANE : Les Anarchistes et la Technocratie, 20 fr. (30 fr.) — F. A. : L'Anarchie, son idéal, son problème social : 10 fr. (30 fr.) — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son Ideal, sa Philosophie, 30 francs (40 fr.) ; R. ROCKER : De l'autre rive, 3 fr. (8 fr.) — Y. FOUYER : 5 fr. (10 fr.) — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.) — B. BARBEDELET : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.) — T. L. : La Lalcité, 12 fr. (22 fr.) — IGNOTUS : Asturias, 1934, 12 fr. (22 fr.) — G. LEVAL : Anarchisme et Abondanisme, 20 fr. (30 fr.) — E. RECLUS : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.) — A. TARDY : L'anarchie, 15 fr. (20 fr.) — L. MICHEL : Prise de Possession, 30 fr. (40 fr.) — MALATESTA : Entre Paysans, 15 fr. (20 fr.) — ERNESTAN : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.) — P. J. PRADIER : Du principe fédératif, 20 fr. (25 fr.) — G. GILLET : L'intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.)

### ETUDES

VOLINE : La Révolution Internationale, 450 francs (600 fr.) — M. BACOUNINE : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (250 fr.) — Organisation de l'Internationale, 10 fr. (15 fr.) — P. GILLE : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.) — S. FAURE : Mon Communisme, 250 fr. (260 fr.) — G. LEVAL : Propos subversifs, 20 fr. (25 fr.) — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.)

B.-P. HEPPNER : Bakounine et la pensée révolutionnaire, 600 fr. (645 fr.)

### HISTOIRE

A. KOESTLER : Le Zénith et l'Anténi, 300 fr. (380 fr.) — Le Yéti, 200 fr. (240 fr.) — M. CEYRAT : L'Enfer orgiaque, 270 fr. (345 fr.) — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.) — F. A. B. : Les Bulgares parlent (1918-1920), 200 fr. (240 fr.) — A. BOSSI : Prise du Palais du Commerce, 190 fr. (250 fr.) — M. NEUMANN : Déportés en Sibérie, 285 fr. (325 fr.) — V. SERGE : L'affaire Toulazy, 380 fr. (425 fr.) — Il est minuit dans le siècle, 180 fr. (210 fr.) — Mémoire d'un Révolutionnaire, 600 fr. (645 fr.) — Guy SINATRA : L'U.R.S.S. et l'Union Soviétique, 300 fr. (350 fr.) — J. MARGOLIN : La Condition inhumaine, 630 fr. (675 fr.) — Marc DVORJETSKI : Ghetto à l'Est, 375 fr. (405 fr.) — A. CHILIGA : Au pays du mensonge déconcertant, 300 fr. (330 fr.) — Sibérie, terre de Feux et d'industrialisation, 360 fr. (405 fr.)

E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.)

— Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.) — P. PRADIER : La Crise des soulèvements (en espagnol), 50 fr. (60 fr.) — La Révolution et l'Etat, 100 fr. (130 fr.) — ERNESTAN : La Contre-Révolution Etatiste, 15 fr. (20 fr.) — R. LUXEMBOURG : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.) — M. YVON : Ce qu'est la Révolution Russe, 40 fr. (50 fr.) — V. SERGE : Le Nouvel Imperialisme Russ, 40 fr. (50 fr.) — E.

## Quel jeu joue la C.F.T.C.?

TEXIER, secrétaire de la C.F.T.C.  
et DI VITTORIO, secrétaire de la C.G.I.L.  
(C.G.T. communiste italienne)

SE SONT RENCONTRÉS  
RÉCEMMENT EN SUISSE

LA MAIN TENDUE N'EST PAS UN MYTHE!

## Engageons le combat

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)  
même quand il s'agit d'obtenir 5 francs de salaire horaire en plus !

La lutte revendicative est ce qu'elle est, une plateforme où tous les travailleurs se retrouvent pour un effort minimum visant à maintenir tant bien que mal leurs conditions matérielles d'existence. Si cette lutte apparaît comme inefficace, en fin de compte, devant la montée incessante des prix, la

cause en est que les organisations syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O. n'arrivent pas à s'entendre sur les objectifs à atteindre. La revendication reste sans portée. A la base, les travailleurs, attachés par des liens sentimentaux à leurs centrales, n'arrivent point, en dépit de quelques essais, à s'entendre entre chrétiens, communistes, socialistes et libertaires.

Les révolutionnaires doivent-ils se détourner pour autant ? Que

## LE COMMERÇANT collecteur d'impôts

Sans le commerçant l'Etat aurait de grosses difficultés à établir la répartition juste et abusive de ses impôts. Il lui faudrait changer son système fiscal. Le contribuable risquerait alors, de mieux voir la somme exacte qu'on lui soustrait chaque année. De ce fait, ce dernier serait fatidiquement amené à demander davantage de comptes et même à s'insurger...

On peut dire, en effet, que les neuf dixième des impôts sont récoltés par le commerçant. Avec les sommes ainsi perçues, le commerçant rembourse d'une part les impôts avancés par les producteurs et les intermédiaires, d'autre part vers les « siens » aux perceuteurs.

Sans cette complicité du commerçant, l'Etat serait contraint de jouer carte sur table. Ne pouvant plus meler au prix de revient de toutes les marchandises les sommes qui lui sont nécessaires, il serait amené à présenter à chacun, chaque année, la note globale de ce que nous versons d'une manière incontrôlable aux commerçants.

Nous verrions très bien alors que ce n'est pas seulement la somme de quelques milliers de francs annuels qui nous sont demandés, mais des centaines de milliers de francs. Le travailleur en particulier, verrait beaucoup mieux l'inégalité et l'exploitation dont il est victime.

Alors qu'en matière fiscale, on donne au travailleur l'impression d'être privilégié, c'est en fin de compte lui qui paie proportionnellement le plus.

Même celui qui est exempt d'impôts donne aux contributions par l'intermédiaire du commerçant plus de la moitié de son salaire.

Si nous ne disons pas que les commerçants sont les instigateurs de cet embrouillamini fiscal, nous dirons sans am-

## LA SURPOPULATION ET LA PAIX

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

La surpopulation entraîne fatalement une baisse de niveau intellectuel. La chose se conçoit aisément.

1<sup>o</sup> Pour l'homme et la femme qui les ont conçus, les naissances multiples amènent des fâches matérielles plus grandes.

2<sup>o</sup> Les soins donnés aux enfants tant dans le domaine ménager que dans le domaine éducatif se trouvent répartis selon leur nombre.

Or, ces tâches matérielles aggravées et multiples, ne sont-elles pas précisément celles qui distraient l'homme de ses revendications les plus légitimes, qui le soumettent à toutes les servitudes.

Et j'insiste sur le fait qu'elles frappent non seulement les parents accaparés par le souci du lendemain, mais aussi les enfants livrés à une vie déjà injuste avec un minimum de conseils et de soins.

Ainsi par la double misère matérielle et intellectuelle dont elle est cause, la surpopulation favorise hautement et peut-être au premier titre la préparation à la guerre sous toutes ses formes.

Ceci est non seulement valable pour le monde actuel mais pour tous les régimes, si idéaux soient-ils.

Au surplus, dans la polémique qui oppose certains abondancismes à courte vue aux théories néo-malthusiennes, considérons-ils que ce soit un critérium pour une femme que de mettre un enfant au monde tous les neuf mois ?

## LE NEO-FASCISME REPUBLICAIN

Nos divergences de vues avec MM. Rassineau et Paraz nous permettent, avec d'autant plus de poids, d'élever notre protestation contre les mesures de « justice » dont ils sont victimes présentement :

La Cour d'Appel de Lyon vient en effet de frapper l'auteur et le préférant du « Mensonge d'Ulysse » de peines très lourdes. Si ce livre n'observe pas l'orthodoxie résistanto-républicaine, que n'a-t-on essayé de la démontrer autrement que par cette marque stupide de caporalisme ?

Cet aveu de faiblesse est significatif : il juge un régime !

LA REDACTION.

et DI VITTORIO, secrétaire de la C.G.I.L.  
(C.G.T. communiste italienne)

SE SONT RENCONTRÉS  
RÉCEMMENT EN SUISSE

LA MAIN TENDUE N'EST PAS UN MYTHE!

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## SE DÉFENDRE, C'EST REVENDIQUER

(Suite de la page 1)  
sons désastreuses qui peuvent être échauffées. Cette clientèle, clientèle d'électeurs réactionnaires, il faut la ménager. Que les travailleurs payent seuls ! Au

bienfaire on les y forcera... Voilà la perspective !

Parasites en tous genres, commerçants, flics, percepteurs, cadres de l'Administration et de l'armée, etc., voilà les forces que le gouvernement veut se réservé : il s'agit de préserver autant que possible les « classes moyennes » (qu'importe à elles sera mise en cause); il faut surtout protéger les détenteurs de capitaux gros industriels, et le mécontentement courtera cher à la clique gouvernementale qui a justement pour mission de les servir...

Ainsi, c'est non seulement à l'impérialisme américain qu'il faut imputer les maux qui nous frappent, non seulement le gouvernement qu'il faut rendre responsable d'une incapacité foncière à redresser la situation, mais encore il importe de ne pas négliger l'importance de ce cancer qui ronge impitoyablement les classes laborieuses de ce pays, le parasitisme de tous ceux qui, jour après jour, se maintiennent sans faire d'utille, aux dépens des producteurs !

Les gouvernements sont impuissants ? Qu'ils cèdent la place ! Sinon les travailleurs sont en droit de se substituer à eux dès qu'ils en auront la force. Les parasites veulent continuer à vivre sur le dos des ouvriers ? Qu'ils ne s'étonnent pas d'être en bête à leurs attaques ! L'action qui demande à être entreprise vise donc aussi bien l'impérialisme américain qui nous enchaîne, que le gouvernement qui se fait l'instrument de cet esclavage, aussi bien nos dirigeants incapables que ceux auxquels la situation privilégiée qui leur est faite ainsi, permet de nous exploiter.

Vive, c'est lutter, avons-nous dit la semaine dernière, ici-même. L'action, l'examen de la situation le prouve, est de plus en plus indispensable. Combattre est nécessaire. Combattre surtout d'une manière réaliste, organisée, sans se nourrir d'illusions stériles ni se complaire en un découragement cyclique. Combattre, conscient des possibilités de la lutte, confiant dans les capacités des peuples, telle est l'unique voie qui s'offre pour conserver, non pas une vague paix, une liberté compromise, un bien-être illusoire, mais un sens de la dignité humaine. Il s'agit de conquérir, certes, une existence décante, mais rien ne sera d'autoriser aux travailleurs des illusions déstabilisantes : l'heure est au combat, à la conquête ardue et pénible d'objectifs provisoires, conditions inévitables d'une victoire révolutionnaire authentique.

Combattre, chaque jour, d'une manière collective et concertée, cela la situation elle-même nous l'impose. Partir à la conquête d'objectifs précis, en calculant nos efforts par rapport aux obstacles

de la situation angoissante. Au contraire, nous affirmons : l'heure est au combat, la lutte doit être immédiatement entreprise, les objectifs à conquérir doivent être lucidement déterminés, à la mesure des forces du mouvement ouvrier, la victoire révolutionnaire dépend des travailleurs.

Comment, étant donné des circonstances aussi graves que celles qui nous dominent aujourd'hui, tenir un langage plus honnête ?

## LES P.C.D.F. :

## Poires glorieuses...

Il ne peut s'agir que des anciens combattants. Et ce n'est point là une insulte : au contraire ! C'est une injonction : dons les poils se grattaient eux-mêmes aux époques où ils patataisaient dans la merde des tranchées pendant que les pénins faisaient la bombe à l'arrière. Les P.C.D.F. ! Ça parait spontanément de l'envie des premières lignes...

Et ce titre, les anciens combattants ont jalousement tenu à le mériter du plus en plus. Ils ont voulu rester les p.c. de la guerre. Avec quelle fierté, ont dédaigné de réclamer à la Patrie, les droits qu'ils avaient acquis sur elle, de l'avoir de tous les patriotes et super-patriotes ! Ils avaient sauvé la France en risquant leur peau ; ils ne voulaient pas perdre le franc (son symbole !) en puisant dans les caisses publiques. Ils ont la conscience tranquille. Ça n'est pas leur vanité qui fait échouer le billet de mille francs à la française. Un costume de 52 francs en 1919, une pension de 1.200 francs (en francs 1950) et c'est tout. Plutôt n'est-ce pas crever de misère que de ternir la pureté de leur gloire en se ruant à l'assaut du coffre-fort national comme de vulgaires budgettaires...

Néanmoins, comme toute règle comporte des exceptions, il ne faut point s'étonner que quelques ex-pouils se soient montrés moins dévoués que l'ensemble. Revenons des tranchées, des logis, des trinquettes où ils sortirent de temps en temps pour prêcher à leurs ex-frères d'armes la grandeur d'une résignation prolongeant, complotant, déculpant la valeur des sacrifices d'antan. Et sur leurs conseils, sinon à leur exemple, la grande masse des rescapés a continué de s'engorguer de ne point monnayer ses lauriers, de ne point s'abaisser devant la revendication de quelques plats de lentilles... Tous égaux devant les guichets à pensions, le millionnaire et le gueux, pour percevoir tous les trimestres, 1 franc-or, hommage de la Patrie reconnaissante à ses vaillants défenseurs !

Or voici que, las d'être des imbéciles, des rescapés sont entrain de perpétérer un monstrueux attentat contre le traditionnel désintéressement des poils. A la longue, le fric l'a emporté sur l'honneur et ils ont imaginé une combinaison astucieuse pour se séparer subrepticement du troupeau des c... glorieux. Voici l'essentiel de cette mesure dont l'application se poursuit depuis août 1950 : les fonctionnaires A.C. auront une retraite égale aux quatre cinquièmes de leur traitement, la retraite des autres fonctionnaires continuant à n'être que les trois quarts. Majoration à vieillesse. Ainsi, les fonctionnaires A.C. perçoivent en fait, en plus des 4 francs de symboles, quelque chose d'infiniment plus substantiel. Le supplément de pension sera de 50.000 francs pour une retraite régulière d'un million de 1.000 francs pour une retraite de 20.000 francs..., etc. La prime supplémentaire sera ainsi proportionnelle au grade hiérarchique. Et comme ces majorations ne s'appellent pas retraite du combattant, les bénéficiaires (surtout les gros) vont avoir la prétention de toujours faire partie de la glorieuse cohorte des poires.

Les réactions ? Aussi discrètes que ce peut arranger !

L'an dernier, avant le départ pour les élections législatives, le député Aubry avait écrasé dans l'oeil l'entreprise démagogique de quelques collègues (Morio de Giaffetti en particulier) qui proposait de majorer la retraite des A.C. économiquement faibles. Il lui avait suffi d'observer que les A.C. étaient devant le danger, le démeuraient devant la gratitude du pays. La chambre l'applaudit et approuve car — tout le monde le sait — chez les représentants de la 4<sup>e</sup>, la fibre égalitaire est aussi sensible qu'est développée la trippe républicaine. Or, ni Aubry, ni ses approuveurs n'ont protesté contre l'envie aux principes égalitaires perpétués en faveur des économies fortes. Cela n'est pas ignoré ! Possible ! Les législateurs sont si occupés à légiférer qu'ils oublient comment auraient été le temps de s'informer ?

Plus curieuse est la discréttion des dirigeants des associations combattantes. Car ils doivent être au courant eux ! Leur méfiance n'est-il pas de défendre, sans discrétions, les intérêts matériels et moraux de tous leurs combattants ? Et informés, ils devraient, semble-t-il protester véhémentement, inflassablement contre ce sabotage de la solidarité combattante, contre cette atteinte à l'unité spirituelle de l'ensemble A.C. à l'unité morale française. Ils prétendent dans tous leurs discours et que ne peut qu'être soutenu par les jalonnes entre fonctionnaires suscitées par ces petites faveurs distribuées sous le manteau. Ils devraient cependant s'indigner de ce que le titre de gloire, mérité pendant 37 ans puisse devenir un tantinet suspect : « Les P.C.D.F. ? Hé ! Hé ! Pas si... que cela à moins quelques-uns... et non les moins... »

Quant aux c... de la base, leur ignorance est parfaitement normale. Ils ignorent, ils ignorent pourquoi on les eut jusqu'à trognon sur les champs de bataille, ils ignorent naturellement pourquoi et comment on les a jusqu'à trognon sur les champs de bataille. On dira : « S'ils le savaient, à quoi cela leur servirait-il ? » Ils n'ont plus d'armes et ils sont pourris de rhumatismes... ». Erreur profonde ! S'ils ne peuvent plus faire la grève militaire, ils peuvent donner de judicieux conseils aux bleus. Elle ferait son petit effet une affiche dans le genre suivant : « Nous, les anciens, on a été des poires. On nous a menti, on nous a tués, on nous a assassinés à petit feu par la misère. On s'est foulé et on se foulé de nous. Quelle raison y aurait-il de vous traiter autrement, vous, les jeunes ? Méritez notre exemple et agissez en conséquence. » Une telle menace ? Une arme qui vaut la grève pour le triomphe des revendications...

Mais rassurons-nous ! Cette arme ne risque guère d'être utilisée. Le jour où elle le serait, les p.c.d.f. ne seraient plus des c... et, comme dans leur grande majorité, ils devraient, cependant, contre ce sabotage de la solidarité combattante, contre cette atteinte à l'unité spirituelle de l'ensemble A.C. à l'unité morale française, prendre des mesures pour empêcher que l'ordre soit rompu. Et alors ?

— Les ouvriers du chantier Vandeval à Bezons se sont mis en grève le 30 novembre pour leurs revendications.

— Pour améliorer leurs salaires, 180 soudeurs de l'arsenal de Lorient se sont mis en grève.

— Les carreurs-jaienciers, granitistes et mosaiques poursuivent leur lutte courageuse.

— Les ouvriers du bâtiment de la région parisienne ont effectué, la semaine passée, de nombreux débrayages pour leurs revendications.

— Dans l'Aude, les travailleurs des rizières ont, pour leur action, après trois jours de grève, obtenu une augmentation de 10%.

Un appel à la solidarité est adressé aux ouvriers de l'automobile par les 150 forgerons de chez Peugeot à Sochaux qui poursuivent leur grève dans des conditions très difficiles.

Chez Bassenneau, à Angers, les trabouliers et laminerins, dont nous avons souvent parlé de leur combativité, luttent pour la réduction de leurs cadences de travail et exigent une augmentation de 20%. Pour ce faire, ils diminuent chaque jour la production.

Mal rassurons-nous ! Cette arme ne risque guère d'être utilisée. Le jour où elle le serait, les p.c.d.f. ne seraient plus des c... et, comme dans leur grande majorité, ils devraient donner de judicieux conseils aux bleus. Elle ferait son petit effet une affiche dans le genre suivant : « Nous, les anciens, on a été des poires. On nous a menti, on nous a tués, on nous a assassinés à petit feu par la misère. On s'est foulé et on se foulé de nous. Quelle raison y aurait-il de vous traiter autrement, vous, les jeunes ? Méritez notre exemple et agissez en conséquence. » Une telle menace ? Une arme qui vaut la grève pour le triomphe des revendications...

LYG.

## S.N.C.F. — NOISY-LE-SEC

## Combattre ou crever

Toujours est-il que si les camarades de Noisy ne comprennent pas bientôt la force leur manquera pour réagir ! Pendant que c'est encore possible, entreprenons tous ensemble l'action libertaire.

C. T. (Corresp.)

P. S. — Nous en appelons au chef d'équipe Ballion, qui est un ouvrier très honnête et dévoué, dont l'ordinaire sera peut-être forcé, comme tout un chacun, de chercher un travail et de l'accepter, même pénible.

LES 100 FR.  
DU « LIB »...

## LE COMBAT OUVRIER

CONTRE LES CADENCES MACABRES...

Le Département professionnel de la Métallurgie de la F.S.M. organise du 12 au 17 novembre une « Semaine internationale d'Action contre l'intensification de la production et à la productivité, montrant à la fois que l'heure est pas seulement pour eux mais pour nous tous ! »

Le 12 novembre une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.

En septembre, le gouvernement a pris une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.

En octobre, le gouvernement a pris une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.

En novembre, le gouvernement a pris une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.

En décembre, le gouvernement a pris une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.

En janvier, le gouvernement a pris une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.

En février, le gouvernement a pris une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.

En mars, le gouvernement a pris une série de mesures en vue de provoquer la baisse sur les cadences accélérées.